

*Initiatives ministérielles*

Je souscris, de concert avec le Nouveau Parti démocratique, à la première partie de la résolution qui condamne l'invasion du Koweït par l'Irak et j'appuie les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous allons probablement appuyer toute autre décision que prendra le Conseil de sécurité à cet égard.

Toutefois, nous refusons d'entériner la décision des États-Unis et d'autres pays de procéder à une intervention militaire de grande envergure dans la région de la péninsule arabique. Ces pays auraient dû attendre que les Nations Unies s'acquittent de leur mandat et assument leur rôle de chef de file auprès des autres pays.

Par conséquent, j'appuie, de concert avec les membres de mon parti, l'amendement proposé par les libéraux, soit qu'on retranche les mots «prendre part à l'effort militaire multinational dans la région de la péninsule arabique», et qu'on les remplace par «rendre effectives ces résolutions des Nations Unies et que cette Chambre blâme le gouvernement pour ne pas avoir rappelé le Parlement à la première occasion afin de s'acquitter de son devoir légitime de consultation et de débat quant au rôle que le Canada devrait jouer dans la résolution de la présente crise». Nous appuyons cet amendement.

Je n'ai pas l'intention de discuter de ce point en particulier aujourd'hui, vu qu'il a été pleinement débattu jusqu'ici.

Mais je veux insister sur le sous-amendement proposé par la députée du Yukon, le chef du NPD, visant à ajouter les mots suivants:

«et qu'en outre, le Canada cherche à obtenir du Conseil de sécurité l'assurance que les pays ne mèneront pas d'opérations militaires offensives contre l'Irak à moins d'agir à la demande des Nations Unies, avec l'autorisation expresse du Conseil de sécurité.»

Il y a des dispositions dans les articles 42 et 43 de la charte des Nations Unies qui concernent ce genre de situation. Elles ont été très peu utilisées pendant une grande partie de l'histoire de cette organisation pour des raisons, ayant trait à la guerre froide, qui ont fait l'objet de fréquents commentaires.

• (1610)

Je pense que c'est le moment d'utiliser ces articles. À mon avis, les Nations Unies sont le seul instrument créé par les pays du monde qui nous permette de choisir une voie menant à la paix à ce stade, pas une paix instantanée, mais de nous orienter vers la paix et d'éviter la guerre.

Nous nous trouvons peut-être à un moment décisif. Il ne s'agit pas d'un petit incident. Il en entraîne beaucoup d'autres derrière lui, à côté de lui et peut-être à sa suite. Nous allons peut-être faire un choix crucial—pas seulement pour le Canada mais pour certains pays du monde—

soit d'avoir d'autres générations de guerre, et peut-être la dernière guerre désastreuse que nous avons tous appris à redouter, soit d'établir la paix lentement, avec difficulté, avec des déceptions, mais néanmoins en nous rapprochant de plus en plus d'elle par des accords successifs.

Ce que je crains, c'est que les conflits entre certains peuples de l'hémisphère nord et de l'hémisphère sud, comme nous les appelons malgré parfois la réalité géographique, ne reprennent de plus belle.

Il y a 1 000 ans, un conflit a éclaté entre l'Europe et l'Islam. Il s'est étendu jusqu'à la péninsule arabique, au nord de l'Afrique, et même au sud-ouest et au sud-est de l'Europe. L'expansion européenne s'est poursuivie pendant cinq siècles. Des territoires dans les autres continents ont été conquis, la population de nombreuses régions de l'hémisphère occidental a été massacrée, des peuples entiers, surtout des non-européens, ont été réduits à l'esclavage, leurs ressources ont été pillées comme s'ils n'avaient aucun droit de propriété sur ces richesses.

Ces peuples, qui forment aujourd'hui la majorité du monde, n'ont pas oublié ces événements. J'estime que les Nations Unies sont les seules au monde à pouvoir nous aider à trouver le chemin de la paix. Aucun autre organisme externe ne peut le faire. Nous formons les Nations Unies, mais nous devons tous travailler ensemble.

Nous ne pouvons plus faire marche arrière, nous devons désormais épauler les Nations Unies si nous voulons éviter une série de guerres, pas seulement une guerre près du Koweït et de l'Irak, mais aussi les répercussions possibles comme celles qui sont survenues en 1914 quand un assassinat commis dans une région d'Europe considérée comme insignifiante a propulsé l'Europe et d'autres régions du monde dans une guerre qui allait durer quatre ans.

Il se peut que cette crise provoque de grandes guerres non seulement au Moyen-Orient, mais dans d'autres régions de l'Afrique, de l'Asie ainsi qu'en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Je le répète, je suis d'accord avec ceux qui affirment que l'Irak joue ici, selon les normes contemporaines, le rôle de l'agresseur, un agresseur militarisé. L'Irak a eu tort d'agir comme il l'a fait. Nous devons condamner ses agissements et nous y opposer selon les meilleurs moyens à notre disposition.

Comme le disait Jésus: «Que celui d'entre vous qui est sans péché lui jette la première pierre.» Ce n'est pas la première offensive militaire à être lancée ces dernières années. Ce n'est même pas la première offensive militaire menée en 1990. Mais c'est la première fois que le Conseil de sécurité des Nations Unies réagit, ou la première fois qu'il peut arriver à une décision unanime, sans